

Allocution prononcée devant
le Conseil de gouverneurs



Rodrigo de Rato y Figaredo

Directeur général

Fonds monétaire international

Assemblée annuelle

Washington, D.C.
24 Septembre 2005

WORLD BANK GROUP

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION
INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES
MULTILATERAL INVESTMENT GUARANTEE AGENCY

J

INTERNATIONAL MONETARY FUND

Press Release No. 3(F)

September 24–25, 2005

Address by **RODRIGO DE RATO Y FIGAREDO**,
Chairman of the Executive Board and
Managing Director of the International Monetary Fund,
to the Board of Governors of the Fund,
at the Joint Annual Discussion

**Allocution de M. Rodrigo de Rato,
Président du Conseil d'administration et Directeur général
du Fonds monétaire international
devant le Conseil des gouverneurs du FMI**

24 septembre 2005

1. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, Mesdames et Messieurs, c'est avec plaisir que je vous accueille tous à cette Assemblée annuelle au nom du Fonds monétaire international. Permettez-moi cependant de souhaiter plus spécialement la bienvenue à mon nouveau collègue Paul Wolfowitz. Paul a de solides atouts pour réussir dans ses nouvelles fonctions. Sa brillante carrière dans la diplomatie et la fonction publique était connue de tous. Ce que l'on connaissait moins, dans certains milieux, c'est son intérêt pour les questions de développement. Cet intérêt, il l'a manifesté à nouveau dans sa remarquable intervention d'aujourd'hui. Bienvenue parmi nous, Paul!

2. L'année écoulée nous a apporté son lot d'événements tragiques et de souffrances : le tsunami à la fin de l'année dernière, les graves pénuries alimentaires qu'ont connues certaines régions de l'Afrique, les attentats terroristes barbares de Londres et d'ailleurs, l'ouragan Katrina aux États-Unis, et tant d'autres encore.

3. Il y a eu aussi des évolutions économiques préoccupantes. L'accumulation des déséquilibres des paiements s'est poursuivie, de même que la hausse inexorable des prix du pétrole. Bien que leur impact sur la confiance des consommateurs et les marchés d'acifs ait été jusqu'à présent atténué, elles devraient être au centre des préoccupations des responsables économiques, c'est-à-dire *de vos préoccupations*.

4. Cela dit, il existe également des raisons d'espérer et de croire en l'avenir. La croissance de l'économie mondiale a multiplié les débouchés et amélioré les perspectives qui s'offrent aux populations à travers le monde — et elle ne l'a fait nulle part davantage que dans les pays en développement, où cette croissance représente le meilleur espoir de s'affranchir de la pauvreté. L'année écoulée a vu aussi des signes de progrès vers la résolution de certains problèmes récurrents : je pense à l'assouplissement des régimes de change dans certaines économies de marché émergentes, à l'acceptation croissante de la nécessité d'augmenter l'épargne dans certains pays industrialisés et de mener des réformes structurelles dans d'autres, ou encore au redoublement des efforts pour alléger le fardeau de la dette qui pèse sur les pays à faible revenu.

5. Les conditions du progrès et du changement existent donc. Mais c'est aux populations de nos pays et à leurs gouvernements de saisir cette chance. Sommes-nous capables de travailler ensemble à la résorption des déséquilibres qui menacent notre prospérité, ou allons-nous nous abandonner, chacun de son côté, aux réflexes de protestation et de défense? La réponse *nous* appartient. La communauté internationale peut-elle unir ses efforts pour atteindre les objectifs ambitieux de la Déclaration du Millénaire? Là aussi, la réponse *nous* appartient. Pourrons-nous affermir le FMI dans sa légitimité et dans son rôle au cœur des efforts de coopération économique mondiale, et améliorer les services qu'il rend aux pays

membres? Là encore, la réponse *nous* appartient, à nous tous qui sommes réunis ici et qui avons l'occasion et l'obligation d'œuvrer pour le bien de tous. C'est pourquoi j'aimerais partager avec vous quelques réflexions sur ce que nous devrions faire pour saisir cette occasion et remplir cette obligation, et sur la contribution que le FMI peut apporter cette année. Ce sera pour moi aussi l'occasion de vous demander votre *aide* et votre *appui*.

L'économie mondiale : situation actuelle et perspectives

6. À bien des égards, l'économie mondiale se porte bien. Elle a enregistré l'an passé son taux de croissance le plus élevé depuis une trentaine d'années, et les perspectives d'expansion pour cette année et la suivante sont bonnes. L'inflation globale s'est légèrement accélérée suite à la hausse des prix pétroliers, mais conserve un rythme modéré. Le système financier mondial est plus solide aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été depuis de longues années, les taux d'intérêt à long terme affichent un niveau exceptionnellement bas et les marchés sont relativement stables. Cependant, des risques existent. Ils sont dus en partie à la persistance des déséquilibres mondiaux. Le monde doit s'éloigner d'un schéma de croissance où les taux d'investissement sont trop *bas* dans la majeure partie de l'Asie, où la consommation élevée qu'affichent les États-Unis est financée par une augmentation rapide de la *dette* et où la croissance de la demande intérieure est trop *faible* en Europe et au Japon. À cela s'ajoute la hausse des prix pétroliers, qui fait naître de nouveaux risques — et de nouveaux déséquilibres. Que pouvons-nous faire face à cette situation?

7. Commençons par le pétrole. Les pays producteurs doivent poursuivre les programmes d'investissement engagés pour stimuler la production, et les pays consommateurs prendre sans tarder les mesures nécessaires pour sensibiliser les populations, accroître les économies d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique. Ils devraient aussi encourager les énergies de remplacement et commencer à augmenter leurs capacités de raffinage. Tous, qu'ils soient consommateurs ou producteurs, doivent envisager de réformer leur fiscalité, et en particulier de réduire les subventions aux produits pétroliers. Les subventions élevées qui s'appliquent à tous sans discrimination creusent en effet des inégalités sociales et causent des distorsions économiques profondes en période d'envolée des prix pétroliers. Dans de nombreux pays, elles ont pour effet d'enrichir ceux qui en ont le moins besoin, en pesant souvent lourdement sur le budget de l'État. Ce qui n'est qu'une mauvaise politique budgétaire lorsque le pétrole coûte 25 dollars le baril devient une politique désastreuse lorsque le baril atteint 65 dollars. Les pays qui s'en sortent le mieux sont ce qui s'adaptent à la situation en réduisant les subventions pour les remplacer par des dépenses sociales ciblées.

8. Les déséquilibres mondiaux mettent en péril la prospérité économique. La question n'est pas de savoir s'ils seront réduits ou non, mais si cette réduction se fera de manière ordonnée ou non. Des progrès ont été accomplis l'an passé. Aux États-Unis, les recettes fiscales ont à nouveau augmenté. Au Japon, les perspectives de réforme structurelle sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis de longues années, et les pays d'Asie commencent à adopter des taux de change plus flexibles. Mais ce ne sont là que les premiers pas d'une marche qui doit s'accélérer.

9. La correction des déséquilibres mondiaux et le soutien de la croissance sont des tâches qui doivent être partagées entre de nombreux pays.

- En Europe, il s'agit de raffermir la confiance. Les gouvernements doivent mettre au point des stratégies globales axées sur la croissance qui répondent à la fois au problème du chômage et au vieillissement démographique, en s'efforçant avant tout de réduire les rigidités qui prévalent sur les marchés du travail, des produits des services. Ils devraient aussi étendre le Marché unique à la prestation des services, notamment dans le secteur financier.
- Les pays émergents d'Asie peuvent aller plus loin dans l'assouplissement de leurs régimes de change et l'augmentation de la demande intérieure. Les initiatives prises récemment par la Chine et la Malaisie sont les bienvenues, et j'espère que les autorités de ces deux pays mettront à profit la flexibilité qu'autorisent les nouveaux dispositifs mis en place. J'espère aussi que les autres pays asiatiques qui ont opté pour des taux de change plus flexibles continueront dans cette voie. Enfin, le processus d'ajustement ordonné passe aussi par une accélération de la croissance de la demande intérieure en Asie via la poursuite des réformes structurelles — en encourageant notamment certains pays à investir plus, et d'autres à investir mieux.
- Pour leur part, les producteurs de pétrole qui se sont dotés de cadres budgétaires et macroéconomiques solides peuvent aider à réduire les déséquilibres mondiaux en augmentant les dépenses productives dans les secteurs prioritaires.
- Comme cela a été si souvent le cas dans un passé récent, l'économie américaine a été l'un des principaux moteurs de la croissance mondiale. Mais à mesure que les engagements extérieurs nets des États-Unis augmentent, leur économie devient plus vulnérable. Par conséquent, le rôle qui leur incombe dans la résolution de l'équation des déséquilibres mondiaux — réduire les déficits des finances publiques et des paiements courants — est particulièrement crucial. Nous nous félicitons du plan de réduction du déficit budgétaire annoncé par l'administration américaine, mais les coupes sans précédent qu'il suppose dans les dépenses discrétionnaires non liées à la défense auraient été difficiles à opérer avant même que l'ouragan Katrina provoque les ravages que l'on sait. J'estime que des initiatives s'imposent aussi du côté des recettes, de préférence sous forme d'un élargissement et d'une simplification de l'assiette de l'impôt. La réactivation des dispositions de la loi d'orientation des finances publiques — y compris le système de compensation automatique des dépenses nouvelles par d'autres recettes — appuierait aussi la discipline budgétaire.

10. Nous avons tous une assez bonne idée des mesures à prendre pour redresser les déséquilibres mondiaux aujourd'hui — même si savoir ce qui doit être fait et savoir comment le faire sont deux choses différentes. Mais les déséquilibres et les enjeux mondiaux sont appelés à évoluer avec le temps. L'envolée des prix pétroliers et l'importance qu'elle a prise depuis deux ans pour l'économie mondiale en sont un bon exemple. Nous n'avons donc pas seulement besoin de solutions aux problèmes d'aujourd'hui, mais aussi d'une *structure* qui nous permette de faire face aux déséquilibres mondiaux et aux autres problèmes économiques à venir. Le FMI, en tant qu'institution de coopération monétaire internationale,

peut et doit être le lieu privilégié d'une action collective dans ce sens. Nous y reviendrons tout à l'heure, mais je voudrais d'abord évoquer devant vous certains autres points.

11. La détente actuelle des marchés financiers internationaux et les prochaines discussions commerciales internationales sont aussi des occasions à saisir. Il ne faut pas s'attendre à ce que la situation exceptionnellement favorable des marchés financiers dure toujours. C'est pourquoi j'encourage les économies de marché émergentes à en profiter. Pour ce faire, elles doivent continuer à conduire des politiques macroéconomiques avisées, gérer prudemment leur endettement et développer encore leurs marchés de capitaux. S'agissant du commerce international, nous savons ce que nous devons faire, et je vous invite tous instamment à ne pas laisser passer la chance de clore le cycle de Doha sur des résultats substantiels et positifs. Les grands pays ont une responsabilité particulière à cet égard : il leur faut faciliter la conclusion d'un accord sur les produits, et désamorcer les pressions en faveur du protectionnisme, qui aurait des conséquences désastreuses pour l'économie mondiale.

La pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement

12. J'ai participé la semaine dernière au Sommet mondial de l'Organisation des Nations Unies, où bon nombre des dirigeants mondiaux ont souligné la nécessité d'accélérer la marche vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Chacun des membres de la communauté internationale a un rôle à jouer à cet égard. Les donateurs doivent accroître leur aide aux pays à faible revenu — et je me félicite à ce propos des engagements pris récemment par les membres du G-8 et d'autres pays. Les flux d'aide devraient aussi être plus prévisibles et mieux alignés sur les besoins des bénéficiaires. De leur côté, les pays à faible revenu doivent promouvoir la croissance, principal moteur du développement. Cela suppose qu'ils mettent en œuvre des politiques propres à assurer la stabilité économique et financière et à favoriser l'épanouissement du secteur privé.

13. Les pays à faible revenu peuvent aussi s'aider eux-mêmes en supprimant les subventions qui faussent les échanges et en abaissant les obstacles au commerce, mais aussi les barrières administratives qui peuvent également entraver les échanges. À titre d'exemple, si vous conduisez un camion de Lagos à Abidjan, soit une distance de 1000 km, vous devez subir 69 contrôles. Et si vous prenez le même camion pour vous rendre au Burkina Faso, soit encore 1000 km, c'est par plus de 100 points de contrôle qu'il vous faudra passer.

14. Le FMI peut lui aussi faire davantage pour aider les pays à faible revenu à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous nous appliquons sans relâche à affiner et améliorer les conseils que nous donnons et les programmes que nous appuyons, et nous nous sommes dotés d'un large éventail d'instruments flexibles pour aider les pays à faible revenu à résoudre des problèmes qui vont des coûts temporaires associés à la libéralisation des échanges aux défis à long terme de la lutte contre la pauvreté. Cette année, nous avons mis au point de nouveaux moyens d'aider les pays qui subissent des chocs échappant à leur contrôle — une envolée des prix du pétrole ou une catastrophe naturelle, par exemple. Nos efforts visent aussi à asseoir la stabilité et à appuyer les réformes dans les pays qui ne demandent pas à bénéficier de notre aide financière ou n'en ont pas besoin.

15. Mais nous savons que nous pouvons faire davantage. L'idée que l'aide doit être accrue et l'endettement réduit recueille un consensus toujours plus grand, et cela nous donne une chance réelle de changer véritablement la vie de milliards de personnes. Pour tirer le meilleur parti de cette chance, nous devons recentrer notre travail auprès des pays à faible revenu. Nous le ferons notamment à l'occasion des entretiens que nous aurons, dans les mois qui viennent, avec nos collègues de la Banque mondiale pour répartir au mieux le travail entre les deux institutions. Mais nous devons aussi mettre davantage l'accent, dans nos conseils aux pays membres, sur les modalités selon lesquelles la politique macroéconomique peut compléter l'augmentation de l'aide et s'opposer à une détérioration éventuelle de la compétitivité extérieure. L'augmentation des flux d'aide devrait aussi s'accompagner de mesures qui incitent les bénéficiaires à élargir l'assiette de leurs recettes intérieures et à consolider leur système fiscal. Enfin, la gestion des dépenses publiques doit être renforcée de façon à ce que les pays à faible revenu puissent utiliser plus efficacement leurs ressources — en les affectant par exemple à des dépenses d'éducation et de santé bien ciblées. Ce sont des domaines dans lesquels le FMI peut apporter une contribution importante par ses conseils de politique économique et son assistance technique.

16. L'aide financière du FMI continuera d'être une dimension cruciale de notre rôle dans les pays à faible revenu. Il existe un solide consensus autour l'idée que la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FASR) devrait demeurer le principal vecteur de l'aide qu'apporte le FMI, et que la facilité d'amortissement des chocs constituera un instrument supplémentaire important. Nous avons aussi l'importante proposition du G-8 sur l'allègement de la dette, à laquelle je tiens à réitérer mon appui personnel. L'allègement de la dette ne peut être bien sûr qu'un volet de l'appui du FMI, et son financement ne doit pas porter préjudice à d'autres pays pauvres, ni nous ôter les moyens de venir en aide aux pays à faible revenu qui feront appel à nous à l'avenir. Les engagements pris d'ores et déjà par le G-8 sont encourageants, et j'espère que nos pays membres soutiendront le principe selon lequel il ne faut pas porter atteinte à la capacité du FMI à venir en aide aux pays à faible revenu, et qu'ils le feront si nécessaire en augmentant les ressources disponibles pour appuyer ces pays. J'ai bon espoir que nous parviendrons à une conclusion positive sur ce point.

Rendre le FMI plus efficace

17. Dans mon rapport sur l'orientation stratégique du FMI, j'ai suggéré des priorités et des initiatives de nature à améliorer l'efficacité de notre institution. Je remercie les pays membres d'avoir exprimé leur soutien à beaucoup des mesures que j'ai proposées, et j'attends avec intérêt de poursuivre l'échange de vues qui s'est engagé sur ce point avec les gouverneurs, dans le cadre de ces réunions et lorsque nous travaillerons à la mise en œuvre de ces propositions dans les mois qui viennent. Je voudrais aussi remercier mes collègues de la direction, Anne Krueger, Agustin Carstens et Takatoshi Kato, ainsi que les services du FMI pour leur contribution à cette réflexion stratégique et le remarquable travail qu'ils ont accompli tout au long de l'année. Cette institution fonctionne grâce à la qualité et au dévouement extraordinaires de son personnel, que je tiens à remercier et auquel je veux rendre hommage ici.

18. L'examen de l'orientation stratégique du FMI s'appuie sur les travaux effectués et les résultats obtenus ces dernières années, et se projette sur les tâches que nous devons accomplir dans les années qui viennent. Permettez-moi d'évoquer brièvement quelques-unes de nos priorités.

19. Je pense que le FMI doit se recentrer davantage sur le soutien qu'il apporte aux pays membres pour les aider à faire face à la mondialisation. Les économies de marché émergentes ne sont pas les seules à devoir relever les défis que lance l'intégration de plus en plus poussée de nos pays à l'économie mondiale. Les économies avancées doivent elles aussi relever les défis qui leur sont lancés dans le domaine des politiques macroéconomiques et du secteur financier, de l'intégration économique et des migrations. L'existence de ces problèmes n'est pas toujours reconnue, et le jugement porté sur eux est parfois erroné. Le FMI doit être capable de conseiller tous les pays membres pour les aider à répondre efficacement aux conséquences d'une intégration croissante.

20. Pour que nous puissions donner des conseils avisés, il faut bien sûr que nous comprenions bien les problèmes nous-mêmes. C'est pourquoi je souhaiterais également que le FMI recentre davantage ses études sur les effets de la mondialisation et présente peut-être les fruits de ces recherches dans un rapport annuel sur les dimensions macroéconomiques et financières de la mondialisation. Pour ce faire, nous devons réorganiser notre travail et approfondir notre compréhension des problèmes qui se posent dans le secteur financier et sur les marchés des capitaux. Nous devons aussi mieux suivre les facteurs de vulnérabilité des pays membres face aux crises et examiner à nouveau le rôle que les engagements de financement du FMI peuvent jouer dans la prévention de celles-ci. Nous devons en outre mettre en place des mécanismes solides pour aider les pays à surmonter les crises lorsqu'elles se déclenchent.

21. Les quotes-parts et la représentation au FMI sont un autre domaine dans lequel des réformes s'imposent. L'aptitude du FMI à persuader les pays membres d'adopter de bonnes politiques économiques ne dépend pas seulement de la qualité de nos analyses, mais aussi de la *légitimité* que l'on reconnaît à notre institution. Et cette légitimité est mise à mal si nous n'offrons pas une représentation adéquate aux pays dont l'importance économique augmente. Cela passe en particulier par une augmentation du nombre de voix attribuées aux économies de marché émergentes, notamment asiatiques. Nous devons nous assurer que tous les pays membres d'Afrique, où le FMI est très actif, bénéficient eux aussi d'une représentation adéquate. On considère généralement comme allant de soi que, s'il y a des « gagnants » parmi les pays membres en cas de réallocation des quotes-parts, il doit forcément y avoir des « perdants ». Je ne le pense pas. Ce n'est pas un jeu à somme nulle. Si la légitimité du FMI est largement acceptée, l'institution et *tous* ses membres en bénéficieront.

Conclusion

22. Nous avons aujourd'hui des occasions à saisir. Les défis à relever ne manquent pas — qu'il s'agisse des déséquilibres mondiaux, des turbulences des marchés pétroliers ou des besoins des pays à faible revenu. Mais, ensemble, nous pouvons relever ces défis. Certains pays membres doivent prendre des mesures spécifiques pour réduire les déséquilibres

mondiaux, et tous doivent promouvoir la croissance et préserver la stabilité de leur économie. Cela, nous le feront plus facilement si nous agissons ensemble. Nous pouvons travailler ici-même au FMI, qui reste l'enceinte privilégiée — la seule enceinte *mondiale* — pour débattre des problèmes économiques mondiaux et s'efforcer de les résoudre. Nous pouvons travailler ensemble cette année, et le faire sans plus attendre, *dès maintenant*. Je vous demande votre *soutien*, je vous invite à *agir*, pour que nous puissions, ensemble, saisir les occasions qui s'offrent à nous aujourd'hui et répondre aux enjeux de demain.

23. Je conclurai ces réflexions en souhaitant que cette Assemblée annuelle soit l'occasion de débats fructueux.